



CHAPITRE 78

CHAPTER 78

Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield

An Act to amend the charter of the city of Salaberry-de-Valleyfield

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

[Assented to, the 19th of December, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Salaberry-de-Valleyfield a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 22 George V, chapitre 111, et les différentes lois qui la modifient: 23 George V, chapitre 130; 24 George V, chapitre 95; 1 George VI, chapitre 112; 3 George VI, chapitre 110; 4 George VI, chapitre 87; 7 George VI, chapitre 58; 9 George VI, chapitre 81; 15-16 George VI, chapitre 73; 2-3 Elizabeth II, 1953-54, chapitre 72; 3-4 Elizabeth II, 1954-55, chapitre 60, et 4-5 Elizabeth II, 1955-56, chapitre 78, soient modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1931-32,
c. 111,
s. 48a,
remp.

1. L'article 48a de la loi 22 George V, chapitre 111, édicté par l'article 5 de la loi 4 George VI, chapitre 87, est remplacé par le suivant:

Attribution d'une seule fonction.

48a. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil doit, par résolution et à son choix exclusif, attribuer au fonctionnaire remplissant actuellement les charges de trésorier, contrôleur des finances, gérant, ingénieur professionnel, une seule de ces fonctions. Dès que le conseil aura exercé cette option, ledit fonctionnaire cessera d'exercer toutes fonctions

Preamble.

WHEREAS the city of Salaberry-de-Valleyfield has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 22 George V, chapter 111, and the different acts amending it: 23 George V, chapter 130; 24 George V, chapter 95; 1 George VI, chapter 112; 3 George VI, chapter 110; 4 George VI, chapter 87; 7 George VI, chapter 58; 9 George VI, chapter 81; 15-16 George VI, chapter 73; 2-3 Elizabeth II, 1953-54, chapter 72; 3-4 Elizabeth II, 1954-55, chapter 60, and 4-5 Elizabeth II, 1955-56, chapter 78, be amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 48a of the act 22 George V, chapter 111, enacted by section 5 of the act 4 George VI, chapter 87, is replaced by the following:

1931-32,
c. 111,
s. 48a,
replaced.

One office only assigned.

48a. Upon the coming into force of this act, the council, by resolution and at its exclusive choice, shall assign to the officer now holding the offices of treasurer, comptroller of finance, manager and professional engineer, one only of such offices. As soon as the council shall have exercised such option, the said officer shall cease to discharge all duties except that assigned

à l'exception de celle à laquelle il sera nommé par le conseil. L'ingénieur professionnel ne pourra être destitué que par le vote de la majorité absolue des membres du conseil. Le conseil doit aussi nommer un trésorier."

to him by the council. The professional engineer can be dismissed only by the vote of the absolute majority of the members of the council. The council shall also appoint a treasurer."

1931-32, c. 111, s. 48b, aj. **2.** La loi 22 George V, chapitre 111 est modifiée, en ajoutant après l'article 48a, le suivant:

2. The act 22 George V, chapter 111 is amended, by adding after section 48a, the following: 1931-32, c. 111, s. 48b, added.

Gérant. **"48b.** Le conseil pourra, par résolution, décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire, appelé "gérant", aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire, du conseil et des présidents des comités du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter.

"48b. The council may, by resolution, order the creation of a municipal office, the holder whereof, called "manager", shall have as his duty to supervise and direct, under the control of the mayor, the council and the chairman of the committees of the council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out. Manager.

Pouvoirs et devoirs. Les pouvoirs et devoirs du gérant sont les suivants:

The powers and duties of the manager shall be as follows: Powers and duties.

1. Contresigner tous les chèques émis par la cité;

1. To countersign all cheques issued by the city;

2. Diriger tous les départements, et les chefs de département devront lui faire rapport et le consulter en ce qui concerne le travail de leur département respectif;

2. To direct all the departments, and the heads of departments shall report to him and consult him in all that concerns the work of their respective departments;

3. Empêcher toutes dépenses de sommes d'argent par l'adoption d'un règlement ou d'une résolution du conseil, sauf sur l'émission préalable de sa part d'un certificat établissant qu'il y a des fonds à la disposition de la cité pour le service et les fins pour lesquelles cette dépense est projetée;

3. To prevent any expenditure of sums of money by the adoption of a by-law or a resolution of the council, except on the prior issuance by him of a certificate to the effect that there are funds at the disposal of the city for the service and purposes for which such expenditure is contemplated;

4. Exercer tous les pouvoirs et devoirs définis à l'article 109 de la Loi des cités et villes.

4. To exercise all the powers and duties defined in section 109 of the Cities and Towns Act.

Dispositions non applicables. Les articles 108, 110, 111, 112, 118, 119, 120 et 121 de la Loi des cités et villes sont exclus de la présente charte."

Sections 108, 110, 111, 112, 118, 119, 120 and 121 of the Cities and Towns Act shall be excluded from this charter." Provisions not to apply.

1931-32, c. 111, s. 109a, aj. **3.** La loi 22 George V, chapitre 111 est modifiée, en ajoutant après l'article 109, l'article suivant:

3. The act 22 George V, chapter 111 is amended, by adding after section 109, the following section: 1931-32, c. 111, s. 109a, added.

Rôle sur fiches, etc. **"109a.** Le conseil de la cité peut ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à condition que sur chacune des fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire des estimateurs."

"109a. The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary of the assessors." Roll on index-cards, etc.

1931-32,
c. 111,
s. 115c,
aj.

4. La loi 22 George V, chapitre 111 est modifiée, en ajoutant après l'article 115b, l'article suivant:

Commu-
tation
à The
Canadian
Conver-
ters
Company
Limited.

"**115c.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est par les présentes accordé à The Canadian Converters Company Limited une commutation de cinquante pour cent de toutes taxes foncières municipales payables à la cité, à l'exception des cotisations pour la fourniture de l'eau, pour travaux d'égout, de pavage et de trottoirs, pour une période de cinq années à partir du premier janvier 1957 au 31 décembre 1961; et une commutation de vingt-cinq pour cent de toutes taxes foncières municipales payables à la cité, à l'exception des cotisations pour travaux d'égout, de pavage et de trottoirs, pour une période de cinq années à partir du premier janvier 1962 au 31 décembre 1966, couvrant tous les terrains, bâtisses, établissements et machineries que ladite compagnie possède ou pourra à l'avenir posséder dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield pour fins industrielles. Ces commutations sont subordonnées au fonctionnement régulier de l'entreprise et au paiement de salaires raisonnables aux employés."

1893-94,
c. 63,
a. 40, am.

5. L'article 40 de la loi 57 Victoria, chapitre 63, tel que remplacé par l'article 5 de la loi 1 George V (1910), chapitre 53 est modifié, en ajoutant l'alinéa suivant:

Liste par
rues, etc.

"Le conseil peut, par résolution, décréter que la liste des électeurs municipaux pourra aussi être faite par rues et suivant l'ordre des numéros civiques de chaque rue."

S.R.,
c. 233,
s. 137,
am. pour
la cité.

6. L'article 137 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant:

Liste par
rues, etc.

"Le conseil peut, par résolution, décréter que la liste des électeurs municipaux peut aussi être faite par rues et en suivant l'ordre des numéros civiques de chaque rue."

1931-32,
c. 111,
s. 171c,
aj.

7. La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée, en ajoutant après l'article 171b, le suivant:

4. The act 22 George V, chapter 111 is amended, by adding after section 115b, the following section:

1931-32,
c. 111,
s. 115c,
added.

"**115c.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, a commutation of taxes of fifty per cent of all municipal real estate taxes payable to the city except assessments for water supply, for sewer, paving and sidewalk works, is hereby granted to The Canadian Converters Company Limited, for a period of five years from the first of January, 1957 to the 31st of December, 1961; and a commutation of twenty-five per cent of all municipal real estate taxes payable to the city, except assessments for sewer, paving and sidewalk works, for a period of five years from the first of January, 1962, to the 31st of December, 1966, covering all the lands, buildings, establishments and machinery which the said company possesses or may hereafter possess in the city of Salaberry-de-Valleyfield, for industrial purposes. Such commutations shall be subject to regular operation of the undertaking and to payment of reasonable salaries to employees."

Commu-
tation
to The
Canadian
Conver-
ters
Company
Limited.

5. Section 40 of the act 57 Victoria, chapter 63, as replaced by section 5 of the act 1 George V (1910), chapter 53 is amended, by adding the following paragraph:

1893-94,
c. 63,
s. 40, am.

"The council may, by resolution, order that the list of municipal electors may also be prepared by streets and according to the order of the civic numbers of each street."

List by
streets,
etc.

6. Section 137 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after the second paragraph, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 137,
am. for
city.

"The council may, by resolution, order that the list of municipal electors may also be prepared by streets and according to the order of the civic numbers of each street."

List by
streets,
etc.

7. The act 22 George V, chapter 111 is amended, by adding after section 171b, the following:

1931-32,
c. 111,
s. 171c,
added.

Annexion. "171c. Le territoire ci-dessous désigné est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois et annexé au territoire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield:

"Un certain territoire comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile, division d'enregistrement de Beauharnois, une partie des lots numéros deux cent cinquante-neuf et deux cent soixante et un (partie des lots 259 et 261) et les subdivisions de cesdites parties de lots, et plus spécialement comprises dans les limites suivantes:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots numéros 259-11 (rue Cossette) et 259-10 avec la ligne limitative sud-est de la cité de Salaberry-de-Valleyfield; de là dans une direction généralement sud-ouest, en longeant ladite ligne limitative jusqu'à son intersection avec la limite nord-est de la propriété de Beauharnois Light Heat & Power étant aussi partie des lots 259 et 261; de là dans une direction généralement sud-est en suivant ladite limite de propriété jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots numéros 261 et 262; de là dans une direction généralement nord-est, en suivant ladite ligne de division jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots numéros 261-86 (rue Cossette) et 261-85; de là dans une direction généralement nord-ouest, en suivant la limite nord-est de la rue Cossette, jusqu'au point de départ."

1931-32, c. 111, a. 182c, aj. **S.** La loi 22 George V, chapitre 111 est modifiée, en ajoutant après l'article 182b, l'article suivant:

Approbation.

"182c. L'approbation par les électeurs propriétaires dans la zone F-2 de la cité, du règlement numéro 503 de la cité, règlement pour amender le règlement numéro 468 relatif au zonage, à la construction et à l'usage des bâtiments et des terrains, constitue l'approbation requise par la Loi des cités et villes."

S.R., c. 233, a. 247, remp. pour la cité. **9.** L'article 247 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"171c. The territory hereinafter designated is detached from the municipality of the parish of Sainte-Cécile, county of Beauharnois and annexed to the territory of the city of Salaberry-de-Valleyfield:

"A certain territory comprising with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile, registration division of Beauharnois, a portion of lots numbers two hundred and fifty-nine and two hundred and sixty-one (pt. 259 and pt. 261) and the subdivisions of the said portions of lots, and more especially comprised within the following limits:

Starting from a point situated at the intersection of the dividing line between lots numbers 259-11 (Cossette street) and 259-10 with the southeast boundary line of the city of Salaberry-de-Valleyfield; thence in a general southwest direction along the said boundary line to its intersection with the northeast limit of the property of Beauharnois Light, Heat & Power being also part of lots 259 and 261; thence in a general southeast direction following the said property limit to its intersection with the dividing line between lots numbers 261 and 262; thence in a general northeast direction, following the said dividing line to its intersection with the dividing line between lots numbers 261-86 (Cossette street) and 261-85; thence in a general northwest direction, following the northeast limit of Cossette street to the starting point."

S. The act 22 George V, chapter 111 is amended, by adding after section 182b, the following section. 1931-32, c. 111, s. 182c, added.

Approval. "182c. The approval by the electors who are property owners in zone F-2 of the city, of by-law number 503 of the city being a by-law to amend by-law number 468 respecting zoning, building and the use of buildings and lands, shall constitute the approval required by the Cities and Towns Act."

R.S., c. 233, s. 247, replaced for city. **9.** Section 247 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

Recomptage.

"247. S'il y a égalité des votes pour la même charge de maire ou d'échevins, l'officier-rapporteur s'adressera par requête à un juge de la Cour de magistrat, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans les quatre jours suivant celui de l'élection, pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier-rapporteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel parmi ceux qui ont le même nombre de votes sera considéré élu à ladite charge.

Frais.

Les frais de recomptage seront à la charge de la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 495,
remp.
pour la
cité.

10. L'article 495 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Appel au
bureau de
revision.

"495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au bureau de revision, composé de trois membres et nommé par le conseil, en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste. Les trois membres du bureau de revision sont nommés par le conseil à sa première assemblée du mois de septembre, chaque année, et doivent comprendre le juge municipal, ou à son défaut un avocat membre en règle du Barreau de la province, agissant comme président, un architecte ou un ingénieur professionnel ou un entrepreneur général, et un propriétaire. Le greffier de la Cour municipale agit comme secrétaire du bureau de revision."

S.R.,
c. 233,
a. 496,
remp.
pour la
cité.

11. L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Audition
des
plaintes.

"496. Le bureau de revision à sa première séance générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Avis.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son prési-

"247. Whenever an equal number of votes are cast for the same office of mayor or of alderman, the returning-officer shall apply by petition to a judge of the Magistrate's Court, sitting at Salaberry-de-Valleyfield, within four days after that of the election, for a recount of votes. After such recount, if there still exist an equal number of votes, the returning-officer shall at once decide, by a declaration in writing, who, among those having an equal number of votes, shall be considered elected to the said office.

The costs of the recount shall be borne by the city."

10. Section 495 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 495,
replaced
for city.

"495. During such time any person who thinks himself entitled to complain, for himself or for another, of the roll as drawn up, may appeal therefrom to the board of revision, composed of three members and appointed by the council, by giving for that purpose a written notice to the clerk, stating the grounds of his complaint, and, if he complains that the valuation of the property is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the valuation considered by him to be just. The three members of the board of revision shall be appointed by the council at its first meeting in the month of September, each year, and must include the municipal judge, or in his absence a lawyer being a regular member of the Bar of the Province, acting as chairman, an architect or professional engineer or general contractor, and one property-owner. The clerk of the Municipal Court shall act as secretary of the board of revision."

Appeal to
board of
revision.

11. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496,
replaced
for city.

"496. The board of revision at its first general sitting after the expiration of the thirty days mentioned in section 494, shall take into consideration and decide all complaints made under section 495.

After having heard the parties and their witnesses on oath administered by its

Notice.

dent, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité, le bureau de revision maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste."

S.R.,
c. 233,
a. 497,
remp.
pour la
cité.
Revision,
homologation.

12. L'article 497 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**497.** Dans tous les cas, il est du devoir du bureau de revision de procéder, dans cette séance qu'il ajourne autant de fois qu'il est nécessaire, à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire.

Cependant, lorsque le bureau de revision décide de reviser l'évaluation d'une propriété sans qu'une plainte ait été déposée, il doit en donner avis d'au moins huit jours au propriétaire inscrit au rôle pour lui permettre de se faire entendre lors de cette revision. Cet avis doit indiquer la date et l'heure de la séance au cours de laquelle le bureau procédera à cette revision."

Correc-
tions.
Avis.

S.R.,
c. 233,
a. 498,
remp.
pour la
cité.
Entrée en
vigueur
du rôle,
etc.

13. L'article 498 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**498.** Après avoir jugé les plaintes déposées, le bureau de revision retourne le rôle d'évaluation au conseil pour homologation; et le rôle ainsi homologué reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle. Cependant, après le quinzième jour de décembre de chaque année, le conseil municipal est autorisé à procéder à l'homologation du rôle d'évaluation, sans attendre les décisions du bureau de revision; les décisions du bureau de revision rendues après l'homologation du rôle prennent force et effet à compter du jour de leur dépôt au bureau du greffier de la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 499,
remp.
pour la
cité.
Omission.

14. L'article 499 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**499.** S'il y a eu omission de quelque propriété dans le rôle préparé par les

presiding officer, as also the assessors, if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the municipality, the board of revision shall maintain or alter the roll, as it may deem just."

12. Section 497 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**497.** In all cases, the board of revision shall proceed, at such sitting, which it may adjourn as often as may be necessary, to revise the roll, whether it be complained of or not.

It may also correct the form of the language used.

However, when the board of revision decides to revise the valuation of a property when no complaint has been made, it shall give a notice of at least eight days to the proprietors entered on the roll to allow such person to be heard at the time of this revision. This notice shall mention the date and hour of the hearing at which the board will proceed to such revision."

R.S.,
c. 233,
s. 497,
replaced
for city.

Revision,
homologation.

Correc-
tions.

Notice.

13. Section 498 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**498.** After all the complaints filed have been decided, the board of revision shall return the valuation roll to the council for homologation; and the roll so homologated shall remain in force until the coming into force of a new roll. However, after the fifteenth day of December of each year, the municipal council shall be authorized to proceed to homologate the valuation roll, without waiting for the decisions of the board of revision; the decisions of the board of revision rendered after the homologation of the roll shall come into force and effect from the day they are deposited in the office of the clerk of the city."

R.S.,
c. 233,
s. 498,
replaced
for city.

Coming
into force
of roll,
etc.

14. Section 499 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**499.** If any property be omitted from the roll prepared by the assessors,

R.S.,
c. 233,
s. 499,
replaced
for city.

Omission.

estimateurs, le bureau de revision peut ordonner à ces officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Homologation.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation et être entendu devant le bureau de revision avant l'homologation du rôle par le conseil."

Entrée en vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the board of revision, may order such officers to value such property and add it to the roll.

In such case, the roll cannot be homologated until a special notice of eight days, in relation to such addition, has been given to the proprietor, who may within such delay, file his complaint against the valuation, and be heard before the board of revision prior to the homologation of the roll by the council."

Homologation.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.